



BUDGET 2014-2015
COMMUNIQUÉ N°2
#budgetQc

BUDGET 2014-2015

Maîtres et prospères chez nous

Québec, le 20 février 2014 – « Au début des années 60, Jean Lesage et René Lévesque ont inspiré la révolution tranquille en faisant résonner leur “Maîtres chez nous” C’est en étant audacieux et visionnaire que l’État québécois a créé Hydro-Québec, telle que nous la connaissons aujourd’hui, et imaginé la Caisse de dépôt et placement. Aujourd’hui, nous reprenons le flambeau. Nous marchons dans les pas de ces bâtisseurs et prenons les rênes de notre économie. Nous exploiterons notre pétrole et nos richesses naturelles correctement, nous protégerons nos sièges sociaux avec fermeté et nous ferons prospérer nos sociétés à travers le monde. À partir d’aujourd’hui, nous serons non seulement maîtres chez nous, mais également prospères chez nous », a déclaré le ministre des Finances et de l’Économie lors du dépôt du budget 2014-2015.

« La prospérité que nous visons doit bénéficier aux Québécois. C’est en ce sens que notre politique économique met au premier rang les intérêts du Québec. Elle vise à mobiliser les moyens nécessaires pour être maîtres et prospères chez nous, tout en restant ouverts sur le monde et sur les possibilités de développement qu’il nous offre », a ajouté le ministre des Finances et de l’Économie, M. Nicolas Marceau.

C’est dans ce contexte que le ministre a souligné l’importance des prises de participations dans l’exploration pétrolière : « Être maîtres et prospères chez nous, c’est s’assurer, nous les Québécois, d’être les premiers bénéficiaires des richesses éventuellement découvertes. » Ce même objectif guide le gouvernement dans les secteurs des mines et des forêts.

C’est également pour que nous soyons maîtres et prospères chez nous que le gouvernement entend protéger nos sièges sociaux. Le ministre a déposé le rapport du groupe de travail présidé par M. Claude Séguin sur la protection des sièges sociaux. Le ministre a aussi annoncé l’intention du gouvernement de mettre rapidement en œuvre les principales recommandations du rapport.

Il n’y a jamais eu autant de Québécois au travail

Le ministre des Finances et de l’Économie a également annoncé plusieurs bonnes nouvelles. « On comptait le mois dernier 4 058 000 emplois. Il n’y a jamais eu autant de Québécois au travail dans toute notre histoire. L’économie québécoise a créé 47 800 emplois en 2013, ce qui représente la meilleure performance depuis trois ans », a précisé le ministre.

Le taux de chômage en 2013 a été à son niveau le plus bas depuis la récession de 2008-2009, soit 7,6 %.

13,5 milliards de dollars d'investissements privés

« Les efforts consentis par le gouvernement depuis son arrivée ont eu un effet significatif. Entre septembre 2012 et février 2014, le gouvernement a apporté son soutien à des projets d'investissement privé dont le montant total atteint près de 13,5 milliards de dollars. Ces projets permettront au total de créer et de consolider près de 33 000 emplois au Québec », a précisé le ministre.

Par ailleurs, « La valeur des investissements des entreprises québécoises a atteint 35,4 milliards de dollars en 2013. L'année 2012 a été bonne. L'année 2013 a été encore meilleure. Les investissements sont la clé de la création d'emplois et de la prospérité future », a poursuivi le ministre.

91 milliards de dollars pour nos infrastructures publiques d'ici dix ans

Le gouvernement a mis de l'ordre dans la gestion des investissements publics. « Nous avons adopté un cadre de gestion rigoureux, afin d'en faire davantage avec chaque dollar investi. En moins d'un an, et seulement pour les infrastructures de transport, nous avons réalisé des économies de 240 millions de dollars grâce à une politique exigeante en matière d'intégrité. Au cours des dix prochaines années, le Plan québécois des infrastructures prévoit des investissements de 90,8 milliards de dollars », a déclaré le ministre.

La mise en œuvre de la Politique économique Priorité emploi

Le ministre des Finances et de l'Économie a fait le point sur la mise en œuvre de la Politique économique Priorité emploi.

Le déploiement des quatre mesures phares annoncées en octobre dernier produit déjà des effets sur l'économie et l'emploi. Le ministre a abordé successivement l'utilisation des surplus d'électricité, l'accélération des investissements publics, les mesures fiscales pour stimuler les investissements, puis les investissements dans le Nord québécois.

Le ministre a fait le point sur les quatre politiques et stratégies annoncées dans le cadre de la Politique économique Priorité emploi. Il a ainsi présenté les premiers résultats de la Politique nationale de la recherche et de l'innovation, de la Politique industrielle québécoise, du Plan de développement du commerce extérieur et de la Stratégie d'électrification des transports.

Des projets majeurs sont en cours en matière de recherche et d'innovation. Sur le plan industriel, le programme d'identification et d'accompagnement de 300 entreprises performantes et prometteuses, surnommées « les gazelles », est officiellement lancé.

« Les sommes mises à la disposition des centres locaux de développement afin de favoriser l'accès aux capitaux pour le démarrage ou l'expansion des entreprises sont renouvelées pour cinq ans. Aussi, le fonds Anges Québec Capital est bonifié de 25 millions de dollars. Nous allons également permettre à Capital régional et coopératif Desjardins de faire une émission de 150 millions de dollars d'actions pour 2014, afin qu'elle poursuive ses interventions financières en région, particulièrement dans les territoires aux prises avec des difficultés économiques », a annoncé M. Marceau.

La Politique économique Priorité emploi permettra la création de 43 050 emplois d'ici 2017, qui s'ajouteront aux nouveaux emplois déjà prévus. Ainsi, au total, ce sont 125 000 nouveaux emplois qui seront créés au cours des trois prochaines années.

De plus, les efforts concernant l'allégement réglementaire et administratif commencent à porter leurs fruits.

« Ces nombreuses mesures contribueront à faire en sorte que nous serons maîtres et prospères chez nous », a conclu le ministre.

- 30 -

Source : Mélanie Malenfant
Directrice adjointe et attachée de presse
Cabinet du ministre des Finances
et de l'Économie
418 643-5270 ou 514 873-5363